



Déchets nucléaires en Lorraine : la sécurité passera après

Lors de sa dernière visite dans la Meuse, Henri Proglio, PDG d'EDF, n'a trouvé sur place que des encenseurs (voir : <http://blogerslorrainsengages.unblog.fr/2010/10/03/les-compensations-de-bure/>). Il faut dire que ce beau monde avait pris soin de s'enfermer dans un cordon de gendarmes des plus impressionnants. Aucun citoyen et aucune association n'ont donc pu émettre des critiques argumentées et donc poser des questions embarrassantes, mais pertinentes. Pourtant, de bien mauvaises choses pour la Lorraine et les Lorrains se trament en coulisse, le tout sous l'approbation ouverte des élus...

Selon le journal *Les Echos*, Henri Proglio aurait écrit une lettre au ministère français de l'environnement, car il s'inquiéterait de l'explosion des coûts de l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure (voir : <http://blogerslorrainsengages.unblog.fr/dechets-nucleaires/>). Car il est presque acquis désormais qu'EDF souhaite enfouir ses déchets « moyenne et haute activité vie longue » sur ce site. En effet, la facture officielle de 15 milliards d'euros passerait à 35 milliards, au vu des nouvelles normes de sûreté, sachant que ce chiffre ne serait « pas définitif ». Ce qui pose la question du coût réel d'un tel projet, en partie financé par les consommateurs d'électricité et les contribuables. En tout état de cause, 35 milliards d'euros, pour un pays qui n'a plus un sou vaillant en caisse, cela laisse tout de même perplexe !

En réalité, lorsque Monsieur Proglio pousse un tel coup de gueule, ce n'est bien entendu pas pour défendre le porte-monnaie des consommateurs-contribuables, mais bien pour se débarrasser au moindre coût des encombrants déchets de l'industrie nucléaire. En effet, il faut savoir que d'un point de vue légal, EDF doit financer 80 % du centre de stockage, contre 15 % pour le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA). Les autres producteurs de déchets comme Areva & Co se partageant le reste. Il n'est donc pas étonnant dans ce cas qu'EDF souhaite assurer lui-même la construction du projet de stockage profond des déchets nucléaires prévu dans la Meuse, alors que c'est actuellement l'ANDRA (Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs) qui exerce la maîtrise d'ouvrage de la partie traitement des déchets nucléaires.

Entre sûreté et économie, le choix est donc vite fait, d'autant qu'en raison de failles géologiques locales, le projet d'enfouissement à Bure, si par inconscience il se faisait, ne serait pas ... étanche. Par conséquent, la sûreté s'avère un mythe, ou pire, un mensonge.

(Sources : Communiqué de l'association CEDRA, Les Echos, Le Républicain Lorrain)